

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Plaine Commune Energie (site FABIEN)

84 rue Charles Michels
Bâtiment B - 8ème étage
93200 Saint-Denis

Code AIOT : 0006506442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement Plaine Commune Energie (site FABIEN) implanté 36 rue Paul Eluard/ 10 bis rue Maurice Thorez 93200 Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques. Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau. La chaufferie se situe environ à 450 m de la Seine et à quelques dizaines de mètres de la Vielle Mer, couverte à 95%.

L'inspection de ce site, par ailleurs relevant du plan pluri annuel de contrôle s'inscrit dans le cadre

de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Plaine Commune Energie (site FABIEN)
- 36 rue Paul Eluard/ 10 bis rue Maurice thorez 93200 Saint-Denis
- Code AIOT : 0006506442
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la chaufferie " Fabien " de Saint-Denis est exploité en appoint de la chaufferie " Fort de l'Est " de Saint Denis. Il assure une production exclusive d'eau surchauffée pour le chauffage urbain. La chaufferie appartient à la ville de Saint-Denis et est exploitée par Plaine Commune Energie.

Cette installation, qui est une grande installation de combustion (GIC) de 30 MW, n'est pas soumise à la directive IED, car sa puissance est inférieure à 50 MW.

Cette GIC comprend en particulier des installations de combustion visées par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté Européenne.

Le classement du site est actuellement le suivant :

R. 2910-A-1 (E)

Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.

A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...]

Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW

1 chaudière de Pth : 30 MW – gaz naturel

Suite à l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif à la rubrique 2910 et remplaçant celui du 26/08/2013, le site est désormais classé sous le régime de l'enregistrement.

Le site est soumis aux prescriptions des arrêtés suivants :

- AP du 11/06/1992
- APC du 10/01/2007 – VLE rejets atmosphériques
- AM du 03/08/2018
- PPA du 21/01/2015

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inondation
- Lutte contre la pollution des cours d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks de produits dangereux.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	/	Sans objet
2	Propreté de l'installation.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17	/	Sans objet
3	Rétention.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > I.	/	Sans objet
4	Rétention.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > II.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Stockage des déchets.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 71	/	Sans objet
6	lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	/	Sans objet
7	Alimentation gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	/	Sans objet
8	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les produits dangereux identifiés sur le site sont sur rétention et répertoriés sur un plan. Leur quantité est très faible, la chaufferie est peu utilisée (appoint), au maximum 3 mois dans l'année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits dangereux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, quantité de produits dangereux.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : Le site ne dispose que de quelques bidons de traitement (Nalco) pour le réseau d'eau de la chaufferie. Il n'apparaît pas nécessaire de disposer d'un état des stocks. Ce produit sera prochainement remplacé par un nouveau produit 2 en 1 minimisant la manipulation de bidons à déverser dans une cuve. La Fiche de Données de Sécurité, en français, a été présentée et les équipements nécessaires sont mis en place (rinçage œil, gants, protection visage). 7 bidons d'huile sont aussi sur rétention pour la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Propreté de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation.
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats :

Les locaux sont propres. Aucun déchet dangereux n'est présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention.
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
Constats : Les 4 bidons de 10 litres pour le traitement des eaux sont sur une rétention. La cuve dans laquelle ils sont mélangés en dispose également d'une rétention. Cette cuve disparaîtra puisqu'il n'y aura plus de mélange suite à l'utilisation d'un unique produit de traitement. Les bidons d'huiles pour l'entretien sont aussi sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention.
Prescription contrôlée : Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite par exemple).
Constats : Il n'y a pas de sous-sols ni de tels réservoirs sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention.
Prescription contrôlée : Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.
Constats : Il n'y avait aucun stockage de déchets dangereux sur le site. Tout le site est par ailleurs protégé des eaux météoriques
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Constats : Des extincteurs sont présents sur l'ensemble du site et ont été contrôlés en 2022 (mentionné sur le registre sur place), le prochain contrôle est planifié pour le 16 octobre 2023. Les étiquettes sur les appareils mentionnent bien la date de la dernière visite. A noter que l'exploitant a installé cette année des détecteurs incendie (fumées/chaleur) dans l'ensemble de la chaufferie, complétant ainsi les détecteurs gaz déjà présents dans la chaufferie et le local d'arrivée du gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Alimentation gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, coupure gaz
Prescription contrôlée : Alinea 5: l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée (...)
Constats : Un dispositif de coupure de gaz est présent à l'extérieur du bâtiment principal, à l'intérieur de l'enceinte du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : I. - Le local abritant l'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engin et dispose au moins d'une aire de mise en station des moyens aériens si le plancher du niveau le plus haut du bâtiment abritant ce local est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Constats : Au moins une face de la chaufferie est accessible par voieengin et est dégagée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet